

Le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

a tenu
ses travaux

(Page 2)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 69 — 1^{re} QUINZAINE D'OCTOBRE 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

TOUS ENSEMBLE

POUR L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES
POUR LA FIN DE LA SALE GUERRE
VERS UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Le gouvernement Bourges-Maunoury est tombé sans gloire, comme il avait vécu. C'est l'extrême-droite, le clan des ultras, qui a délibérément pris la responsabilité de la crise. Ni Soustelle ni Morice ne pouvaient

tolérer la loi-cadre sur l'Algérie. Cette loi est dépourvue de toute valeur pratique; tout au plus pourrait-elle occuper quelques séances de l'O.N.U. Mais elle remet en question le mythe sacré de « l'Algérie, province française », seule justification de la guerre en cours. Son adoption pourrait signifier le début d'une série de concessions, tendant à un règlement du conflit armé. C'est là plus que n'en peuvent supporter les colons d'Alger et leurs divers représentants parlementaires: ils ont torpillé Bourges pour mettre le hola à une tendance dangereuse.

La crise ministérielle est survenue au moment où la France connaît une situation plus que difficile dans le domaine financier. Et la droite n'a pas été fâchée de se désolidariser aussi de la politique de blocage des prix, à laquelle tendait le dernier ministre des Finances. Le déséquilibre commercial du pays va s'accroître, dans des proportions que les experts estiment « catastrophiques ». Au même rythme croîtra le mécontentement de toutes les couches de la population, au premier rang desquelles se placent déjà la paysannerie et la classe ouvrière. La France entre dans une crise de régime, à première vue inextricable. Ne faut-il pas craindre, dans de telles conditions, qu'en l'absence d'une offensive politique des travailleurs, l'extrême-droite, déjà en pleine action, ne soit seule à marquer des points? N'allons-nous pas assister, ainsi que le pense déjà une partie de la « gauche », à un développement rapide du fascisme, sous quelque forme que ce soit?

Répondre catégoriquement par l'affirmative à cette question, c'est confondre les couches les plus décisives du grand capital avec l'aile marchante de la réaction. Il n'y a pas en France de mouvement fasciste de masse; et il n'est pas si facile d'en constituer un de toute pièce. D'autre part, c'est une chose que d'utiliser les petits nervis de Le Pen, de favoriser les menées des colons rapatriés; c'en est une autre, entièrement différente que d'appeler ces éléments au pouvoir. Les cercles dirigeants de la bourgeoisie française ne s'identifient en permanence avec aucune formation politique. A l'heure actuelle, ils ne se confondent pas avec les ultras du colonialisme. La furie réactionnaire de ceux-ci cache une impuissance profonde devant le développement de la révolution algérienne. Les grands monopoles industriels et bancaires ont, au contraire, une perspective d'avenir.

Cette perspective se dégage plus nettement depuis la chute de Bourges-Maunoury. Les richesses minières diverses que l'on vient de découvrir au Sahara sont indispensables à l'économie capitaliste française; elles seules permettraient à la bourgeoisie de pallier, au moins partiellement, son infériorité sur le marché international. Mais pour mener à bien cette opération, il faut la paix. La paix avec l'Afrique Noire d'abord; et c'est pourquoi, sous la pression du mouvement nationaliste, le capitalisme français tente de s'associer les dirigeants africains. Mais cette politique restera précaire tant que n'auront pas été normalisés les rapports entre la France bourgeoise et le Maghreb. Aussi tout essai de fédération franco-africaine se complète tout naturellement d'efforts en vue d'une fédération franco-maghrébine. Sous diverses formes, des hommes aussi liés au

Jean ROBLIN.

BAMAKO

Bamako! Ce nom d'une ville d'Afrique occidentale « française » a fait très mal aux oreilles des hommes du capitalisme français.

Les bourgeois les plus évolués et même une certaine opposition socialiste à la politique de « pacification » en Algérie mettaient du moins au crédit du gouvernement Guy Mollet le vote de la loi-cadre Defferre pour les territoires d'outre-mer.

Quel était l'objet de cette loi si célébrée par tous les tenants d'un colonialisme paternaliste? Empêcher qu'en Afrique et à Madagascar se produise une réédition de ce qui s'était passé au Vietnam et de ce qui se passait en Algérie, à savoir le soulèvement des populations indigènes contre l'oppression impérialiste; maintenir la domination de la métropole en y intéressant une partie de la population indigène; donner une apparence d'autonomie, tout en maintenant à Paris l'essentiel du pouvoir. En un mot, écarter le spectre de l'indépendance des colonies.

Un des moyens essentiels de cette loi fut de « balkaniser » l'Afrique, en définissant arbitrairement des pays distincts les uns des autres, dans lesquels des couches bourgeoises indigènes chétives formant des gouvernements sans autorité seraient tenues par mille liens de toutes sortes sous la tutelle du capitalisme français.

Peu après le vote et la mise en place de la loi-cadre se réunit à Bamako le Congrès du Rassemblement Démocratique Africain, la plus forte organisation politique dans les territoires coloniaux de la France. Son président Haiphouet-Boigny est un ministre du gouvernement Bourges-Maunoury. Il ne devrait pas y avoir d'accroc. Mais voilà qu'à ce Congrès les choses se gâtent. Les délégués ne veulent pas se nourrir de mots creux. Contre l'opinion de Haiphouet-Boigny, la très grande majorité des délégués se prononce pour un Exécutif Africain.

Cette revendication se situe encore dans le cadre d'une « communauté franco-africaine ». Que signifie-t-elle? Elle signifie que les Africains ne veulent pas être balkanisés, qu'ils ne veulent pas d'une multiplicité de pseudo-gouvernements sans pouvoir, mais qu'ils veulent avoir un gouvernement à eux pour l'ensemble des territoires africains, un gouvernement qui soit à égalité avec le gouvernement de Paris dans le cadre d'une Fédération franco-africaine.

L'égalité entre deux partenaires n'est effective, réelle, que si chacun a le droit de dire: non, jusqu'au point de se séparer. Ainsi la revendication adoptée implique dans

Pierre FRANK.

(Suite à la dernière page)

(Suite à la dernière page)